

SÉNÉGAL

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2013



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

1	Le mot du PDG de BOA GROUP <i>Message from the CEO of BOA GROUP</i>
2-3	Plus de 30 ans de croissance et d'expansion <i>Over 30 years of growth and expansion</i>
4	Plus de 30 ans d'expérience au service des clients <i>Over 30 years of experience serving customers</i>
5	Les engagements du Groupe <i>The commitments of the Group</i>
6	Produits et Services disponibles <i>French only</i>

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

8-9	Le mot du Directeur Général <i>Comments from the Managing Director</i>
10	Faits marquants 2013 <i>Highlights 2013</i>
11	Chiffres-clés au 31/12/2013 <i>Key figures on 31/12/2013</i>
12-13	Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA <i>French only</i>
14	Conseil d'Administration, Capital <i>Board of Directors, Capital</i>
15-26	Rapport du Conseil d'Administration <i>Report by the Board of Directors</i>
27-32	Rapports des Commissaires aux Comptes
27-28	<i>Rapport Général French only</i>
29-32	<i>Rapport Spécial French only</i>
33-39	Bilan et Compte de Résultat <i>Balance sheet and Income statement</i>
40-43	Résolutions <i>Resolutions</i>
44-55	Annexes <i>French only</i>

MESSAGE FROM THE CEO OF BOA GROUP

The BANK OF AFRICA Group's 2013 financial year was highlighted mainly by the following five objectives:

- continue its external growth,
- improve its operating structure,
- launch a vast plan to strengthen its risk control,
- expand its sales & marketing set up,
- continue to enhance its financial results.

The BANK OF AFRICA Group's development was reflected in 2013 by the opening of a subsidiary in Togo.

Meanwhile, the Group's institutionalisation continued with an expansion in its Central Departments at head office.

With the same determination of more precision-based management, a major project for redefining Risk management was launched in synergy with the BMCE Bank Group, our majority shareholder. In the same light, a system of environmental and social management was set up in this same area.

The restructuring of our sales & marketing organisation and the implementation of our business model were maintained and extended to our corporate clients and English-speaking subsidiaries.

As for financial results, the progress made in 2012 continued in 2013, as seen in the following data.

Customer deposits reached 3.4 billion euros, a 7.2% increase driven mainly by an increase in the number of accounts, which exceeded the 2 million mark in May 2014.

Outstanding customer loans came to 2.5 billion euros, a 13.4% increase.

Total assets rose by 9.7% to 4.8 billion euros at end-2013.

Net Banking Income (NBI) improved by 10.2% to 320.6 million euros.

Consolidated net profit rose slightly, by 1% from 56.2 million euros in 2012 to 56.7 million euros, due to a large provision made on a file in a WAEMU BOA. Without this provision, net income rose by about 16%, thus reflecting the Group's dynamism.

In 2014, we will maintain and strengthen our policy, which reconciles commercial development and structural reinforcement within the framework of our 2013-2015 Three-Year Development Plan. The final objective is to reinforce our participation in financing national economies and to increase the involvement of African citizens in the economic and social life of their countries.

I thank all our customers for their trust in us, the BANK OF AFRICA staff for their unfailing commitment, and our shareholders for their steadfast support, particularly our majority shareholder, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

BOA GROUP S.A. Chairman & CEO

LE MOT DU PDG DE BOA GROUP



L'exercice 2013 du Groupe BANK OF AFRICA est principalement caractérisé par cinq points :

- la poursuite de son développement externe,
- l'amélioration de sa structure opérationnelle,
- le lancement d'un vaste chantier visant à un meilleur contrôle de ses risques,
- le renforcement de son organisation commerciale,
- et des résultats toujours en hausse.

Le développement du Groupe BANK OF AFRICA s'est traduit en 2013 par l'ouverture d'une nouvelle banque au Togo.

Parallèlement, l'institutionnalisation du Groupe s'est poursuivie, par le renforcement des Directions Centrales qui pilotent celui-ci.

Avec la même volonté d'un pilotage plus précis, un important chantier de redéfinition de la filière Risques a été lancé en synergie avec le Groupe BMCE Bank, notre actionnaire majoritaire de référence.

Dans le même esprit, un système de gestion environnementale et sociale a été mis en place sur cette même filière.

La restructuration de notre organisation commerciale et l'implantation de notre « business model » ont été maintenus et élargis à notre clientèle entreprise et à nos filiales anglophones.

En ce qui concerne les résultats financiers, la progression notée en 2012 a perduré en 2013, comme le montrent les données suivantes.

Le volume des dépôts de clientèle atteint 3,4 milliards d'euros, augmentant ainsi de 7,2 %, grâce notamment à une augmentation du nombre de comptes qui a permis de franchir la barre des 2 millions de comptes en mai 2014.

L'encours des créances sur la clientèle s'élève à 2,5 milliards d'euros, soit une hausse de 13,4 %.

Le total bilan, avec 4,8 milliards d'euros fin 2013, connaît une évolution annuelle de 9,7 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) croît de 10,2 % et atteint 320,6 millions d'euros.

Le résultat net consolidé s'établit à 56,7 millions d'euros contre 56,2 millions d'euros en 2012, soit une hausse réduite à 1 %. Cette modeste évolution est due à une importante provision sur un seul dossier dans l'une des BOA de l'UEMOA. Si l'on neutralise cette provision, le résultat net a augmenté d'environ 16 %, traduisant ainsi plus fidèlement le dynamisme du Groupe.

L'année 2014 verra la poursuite et le renforcement de notre politique qui concilie développement et renforcement structurel comme commercial, régie par notre Plan Triennal de Développement 2013-2015, avec pour objectif final une participation toujours plus forte dans le financement des économies nationales et une intégration toujours plus concrète du citoyen africain dans la vie économique et sociale de son pays.

Je remercie l'ensemble des clients pour leur confiance, les équipes BANK OF AFRICA pour leur engagement constant, nos actionnaires pour leur soutien permanent, et en particulier notre actionnaire principal, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP S.A.

PLUS DE 30 ANS DE CROISSANCE ET D'EXPANSION

OVER 30 YEARS OF GROWTH AND EXPANSION

RÉSEAU BANCAIRE*

BANKING NETWORK*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
10 Agences régionales et 20 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

11 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
14 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.
Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences et 1 Centre d'Affaires à Antananarivo.
59 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau WU à Dakar.
10 Agences régionales et 1 bureau WU en Région.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales, 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

8 Agences, 1 Centre d'Affaires et 5 Guichets à Bujumbura.
12 Agences et 1 Guichet en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

4 Agences et 1 Guichet à Djibouti.
1 Bureau de représentation à Addis Abeba en Éthiopie.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

FILIALES*

SUBSIDIARIES*

1997 **ACTIBOURSE**

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 **AÏSSA**

Siège social à Cotonou.

2002 **AGORA**

Siège social à Abidjan.

2004 **ATTICA**

Siège social à Abidjan.

2009 **BOA-ASSET MANAGEMENT**

Siège social à Abidjan.

2010 **BOA-FRANCE**

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

AUTRES STRUCTURES*

OTHER ENTITIES*

1999 **FONDATION BANK OF AFRICA**

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.

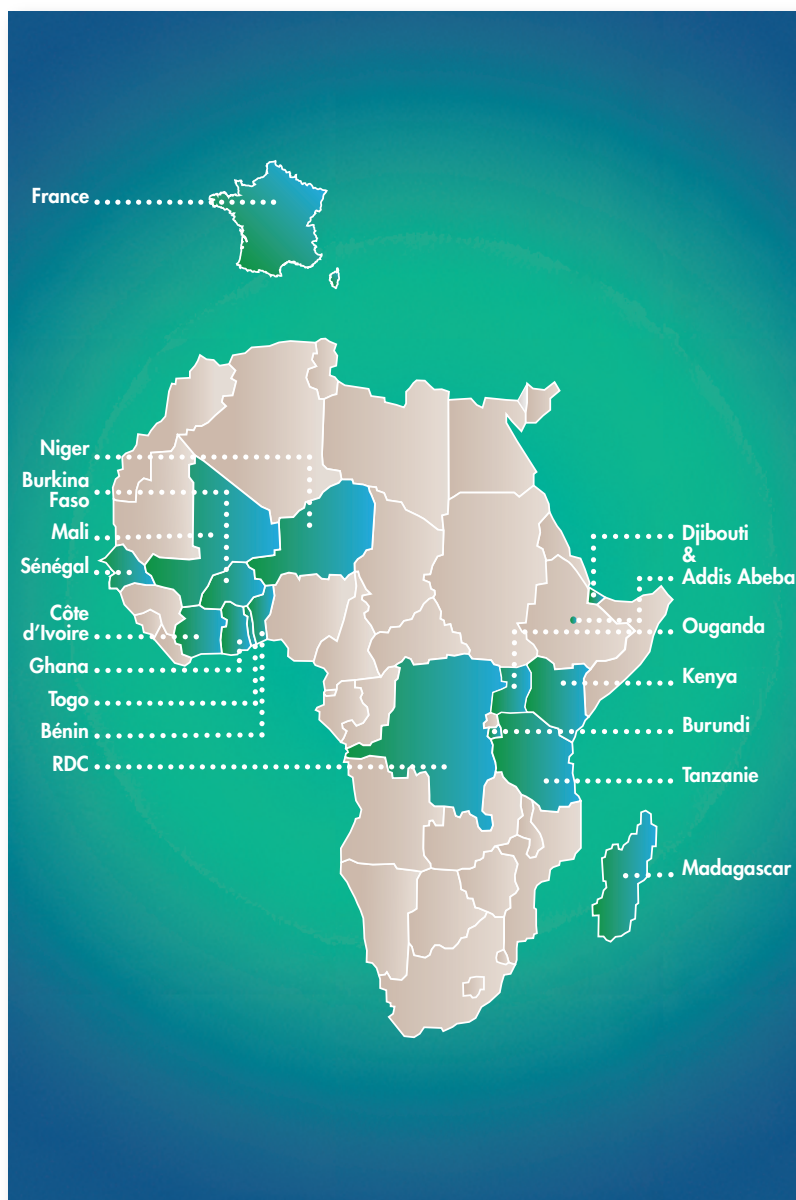
2000 **GIE GROUPE BOA**

BOA GROUP EIG

Siège social à Paris.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2014.

(*) BANK OF AFRICA Network at 31/3/2014.



Créée en	<i>Created in</i>
Intégrée au Réseau BOA	<i>Integrated into BOA Network</i>
Siège social	<i>Head Office</i>
Agence	<i>Branch</i>
Agence régionale	<i>Regional Branch</i>
Centre d'Affaires	<i>Business Centre</i>
Bureau de proximité	<i>Local Branch</i>
Bureau de liaison	<i>Liaison Office</i>
Guichet	<i>Counter</i>
Guichet portuaire	<i>Port Branch</i>
Présente dans 11 pays du Groupe.	<i>Presence in 11 countries where the Group operates.</i>

PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DES CLIENTS

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE SERVING CUSTOMERS

UN RÉSEAU PUISSANT*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 430 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 17 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 600 unités, en expansion continue.

Près de 1 800 000 comptes bancaires.

A STRONG NETWORK*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 430 dedicated operating and service support offices in 17 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 600.

Close to 1,800,000 bank accounts.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

UN PARTENAIRE BANQUIER DE RÉFÉRENCE, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

A LEADING BANKING PARTNER, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis plus de 30 ans.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for over 30 years.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

THE COMMITMENTS OF THE GROUP

- ▶ **QUALITÉ** du service offert à la clientèle
- ▶ **DYNAMISME** et disponibilité des équipes
- ▶ **SOLIDITÉ** financière
- ▶ **COHÉSION** du réseau
- ▶ **DIVERSITÉ** des financements proposés
- ▶ **EXPERTISE** en ingénierie financière
- ▶ **PUISSANCE** des partenaires

- ▶ *Quality of customer service*
- ▶ *Dynamic, accessible staff*
- ▶ *Financial solidity*
- ▶ *Cohesive network*
- ▶ *Wide range of financing solutions*
- ▶ *Expertise in financial engineering*
- ▶ *Strong partners*

CA GROUPE 2013* :

493,7

MILLIONS D'EUROS

GROUP TURNOVER 2013*:

493.7 MILLION EUROS

(*) Chiffres au 30/4/2014

(*) Figures at 30/4/2014



PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES À LA BOA-SÉNÉGAL

ASSURANCES

Assurance Prévoyance

COMPTES

Compte Chèque

Compte Devises

ÉPARGNE

Bons du Trésor par Adjudication

Compte Épargne

Compte Épargne Élite

Dépôt à Terme

Plan Épargne Ambition

Plan Épargne Logement

Plan Épargne Pèlerinage

SERVICES FINANCIERS PAR MOBILE

B-Web Smart

MONÉTIQUE

Carte SÉSAME +

Carte SÉSAME ÉPARGNE

Carte VISA LIBRA

Carte VISA PROXIMA

Carte VISA Prépayée TUCANA

MULTIMÉDIA

B-Phone - B-SMS

B-Web

PACKAGES

Pack FONXIONARIA

Pack MON BUSINESS

Pack SALARIA

PRÊTS

Avance Tabaski

Découvert Autorisé (Automatique)

Prêt Collectif

Prêt Consommation

Prêt Équipement

Prêt Événements Familiaux

Prêt Habitation

Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »

Prêt Rechargeable

Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'École »

Prêt Véhicule « Prêt Ma Voiture »

Prêt Vitamine

TRANSFERTS & CHANGE

BOA Express

Change Manuel

Chèques de Voyage

Transfert Flash

Wari

Western Union

ENTREPRISES

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT



Laurent BASQUE
Directeur Général
Managing Director



Mohamed TAHRI
Directeur Général Adjoint - Retail
Deputy Managing Director - Retail



Georges NABI
Directeur Général Adjoint - Entreprises
Deputy Managing Director - Corporate Banking

© BOA

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR

En 2013, l'économie sénégalaise a été marquée par les contrecoups d'un environnement économique international particulièrement défavorable, impactée successivement par les crises énergétiques, alimentaires, financières et encore, la crise de la dette en zone Euro. Cette situation a conduit à une grande morosité de l'activité de la place durant les neuf premiers mois de l'année. Il faut aussi noter que « la chasse aux biens mal acquis » initiée par le gouvernement du Sénégal a créé une crise de confiance entre les acteurs économiques. Les fondamentaux de l'économie se sont cependant maintenus, malgré un tassement de l'activité à 4,6 % en glissement annuel.

C'est dans cet environnement peu favorable que notre institution, la BOA-SÉNÉGAL, a clôturé l'année 2013 avec un résultat bénéficiaire, en progression de 12 % par rapport à l'année 2012, en améliorant sa part de marché au niveau des Emplois tout en conservant sa position de place (7^e banque sur 19 banques).

La BOA-SÉNÉGAL achève en effet l'exercice sous revu avec un total Bilan de 192,4 milliards de F CFA, en progression de 22,7 % par rapport à l'année 2012, avec un renforcement de ses fonds propres de 20 % à 19,6 milliards de F CFA.

Les dépôts de la clientèle ont baissé de 9,2 %, passant de 121,5 milliards de F CFA à fin 2012 à 110,3 milliards de F CFA à fin 2013. Cette contreperformance dans la mobilisation des Ressources clientèle est le résultat d'une hausse des taux pratiqués sur les Dépôts à Terme (DAT), d'un recul important des Dépôts à Vue (DAV) et de la faible progression des Ressources du marché (+ 5 % sur l'année). La BOA-SÉNÉGAL a dû avoir recours aux Emprunts Interbancaires (EIB) au sein du Groupe BANK OF AFRICA et au refinancement auprès de la BCEAO de son portefeuille de titres pour assurer le financement de ses nouveaux emplois. Toutefois, la collecte de l'épargne des particuliers s'est poursuivie avec une hausse de 51,9 % (la plus forte progression du marché sur ce type de ressources). Ces actions combinées qui ont modifié la structure même de nos ressources, ont permis d'améliorer le coût des ressources, sans perdre notre position de place.

In 2013, the Senegalese economy was hit by the fallout from an especially unfavourable international economic environment, including the energy, food and financial crises and, lastly the Euro zone debt crisis. This led to severe weakness in economic activity in the first nine months of the year. In addition, the Senegalese government's "hunt for ill-gotten gains" triggered a crisis of confidence between economic actors. Even so, the economy's fundamentals held up well, despite a 4.6% year-on-year contraction in economic activity.

It was in this unfavourable environment that our establishment, BOA-SÉNÉGAL, ended 2013 with net income up 12% compared to 2012, while improving its market share in loans and holding onto its position as the seventh out of 19 banks in Senegal.

BOA-SÉNÉGAL ended the year with total assets of CFAF 192.4 billion, up 22.7% vs. 2012, and after having expanded its capital base by 20% to CFAF 19.6 billion.

Customer deposits shrank by 9.2%, from CFAF 121.5 billion at end-2012 to CFAF 110.3 billion at end-2013. This poor performance was due to an increase in rates on term deposits, a significant decline in demand deposits, and a weak increase in market resources (+5% on the year). BOA-SÉNÉGAL had to call on interbank financing within the BANK OF AFRICA Group and refinancing from the Central Bank of West African States for its securities portfolio, in order to finance its new loans. Even so, new savings from retail customers continued to rise, with a 51.9% increase (the market's strongest gain in this type of resource). These actions modified the very structure of our resources, allowing us to enhance our cost of resources without sacrificing our market ranking.

Les Emplois sains connaissent en revanche une belle progression de 26,2 % pour atteindre 113,8 milliards de F CFA contre 90,3 milliards de F CFA en 2012. Les crédits à court terme augmentent de 31,4 %, les crédits à moyen terme de 22,5 % et les crédits à long terme de 125,7 %.

La Banque conserve sa 7^e place sur 19 banques avec une part de marché de 5,3 % en Emplois et 4,1 % en Ressources (données APBEF au 31/12/13).

Nous avons mené sur 2013 un nettoyage du portefeuille dans un souci d'assainissement avec plus de 3,9 milliards de F CFA de créances déclassées (+ 127 %) et un effort de provisionnement historique à 1,2 milliard de F CFA, contre 300 millions de F CFA en 2012. Ces actions se sont accompagnées de la clôture de plus de 6 000 comptes débiteurs et/ou inactifs. Cette politique volontaire d'assainissement vise à nous conformer strictement au dispositif prudentiel afin de nous inscrire dans la dynamique d'une introduction prochaine de la société à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières d'Abidjan (BRVM), par le biais d'une Offre Publique de Vente (OPV), dans le cadre d'une augmentation du capital.

La BOA-SÉNÉGAL termine l'année 2013 avec un Produit Net Bancaire (PNB) de 11,3 milliards de F CFA en progression de 25,8 % par rapport à 2012. En dépit d'une conjoncture difficile et de cet effort d'assainissement du portefeuille clients, nous dégageons un résultat net de 2,650 milliards de F CFA, en progression de 12,1 % par rapport à 2012.

Avec l'installation dans son nouveau Siège, sa nouvelle dynamique commerciale et l'appui rapproché des structures centrales, la BOA-SÉNÉGAL est aujourd'hui bien armée pour affronter les défis de l'avenir et revendiquer le leadership du Middle-Market.

Je souhaite remercier nos clients pour leur fidélité, l'ensemble du personnel ainsi que nos Administrateurs et nos actionnaires, pour leur soutien et leur engagement constants.

Laurent BASQUE
Directeur Général

Performing loans, however, expanded by a robust 26.2% to CFAF 113.8 billion from CFAF 90.3 billion in 2012. Short-term loans rose by 31.4%, medium-term loans by 22.5%, and long-term loans by 125.7%.

The Bank held onto its 7th ranking among 19 banks with 5.3% market share in loans and 4.1% in deposits (based on APBEF data at 31 December 2013).

In 2013 we shored up the loan portfolio to make it healthier, removing more than CFAF 3.9 billion in poor-quality loans (+127%) and setting aside a historically high CFAF 1.2 billion in provisions, vs. CFAF 300 million in 2012. These initiatives came with the closing of more than 6,000 accounts that were in debit and/or inactive. This aggressive policy to shore up our accounts aim to bring us into strict compliance with prudential standards in order to prepare the ground for a coming initial public offering on the Abidjan regional securities market (BRVM) via a capital increase.

BOA-SÉNÉGAL closed 2013 with Net Banking Income (NBI) of CFAF 11.3 billion, up 25.8% vs. 2012. Despite a tough environment and the shoring up of the customer portfolio, we achieved net income of CFAF 2.650 billion, up 12.1% vs. 2012.

With the move into its new headquarters, its new marketing momentum and increased support from central offices, BOA-SÉNÉGAL is now well placed to meet the challenges of the future and lay claim to leadership on the Middle-Market.

I wish to thank our clients for their loyalty, all our staff, as well as our Directors and shareholders for their support and steadfast commitment.

Laurent BASQUE
Managing Director

FAITS MARQUANTS 2013

HIGHLIGHTS 2013

JANVIER

Acquisition de l'Immeuble Élan, nouveau Siège social de la Banque, situé au quartier les Almadies à Dakar.

AVRIL

Changement du Directeur Général, M. Laurent BASQUE précédemment Directeur Général de BOA-MALI qui prend la Direction de la BOA-SÉNÉGAL, en remplacement de M. Faustin AMOUSSOU, nouveau DG de la BOA-BÉNIN.

Signature d'un protocole avec le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions et la BOA-SÉNÉGAL, garantissant aux fonctionnaires des conditions préférentielles sur l'ensemble des produits et services.

MAI

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe à Dakar, au Sénégal.

JUILLET

Augmentation du capital social de la Banque passant celui-ci de 8,5 à 10 milliards de F CFA.

OCTOBRE

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Administrateurs du Groupe à Fès, au Maroc.

DÉCEMBRE

Organisation à Dakar des Conseils d'Administration des BOA et filiales d'Afrique de l'Ouest.

Déménagement du Siège de la Banque dans ses nouveaux locaux.

JANUARY

Acquisition of the Elan building, the Bank's new headquarters, located in the Almadies neighbourhood of Dakar.

APRIL

Mr Laurent BASQUE appointed new Managing Director, after having served as Managing Director of BOA-MALI. He replaces Mr Faustin AMOUSSOU, who is the new Managing Director of BOA-BÉNIN.

BOA-SENEGAL signed a memorandum of understanding with the Ministry of Public Services, Labour, and Relations with Institutions, guaranteeing preferential conditions for all products and services.

MAY

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA network management meetings, in Dakar, Senegal.

JULY

Capital increase at the Bank, from CFAF 8.5 billion to CFAF 10 billion.

OCTOBER

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Fes, Morocco.

DECEMBER

Organisation of Boards of Directors meetings for BOA and West African subsidiaries in Dakar.

Bank's new headquarters move to new premises.



CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2013

KEY FIGURES ON 31/12/2013

ACTIVITÉ / ACTIVITY

Dépôts clientèle*
Deposits* 110 323

Créances clientèle*
Loans* 124 472

RÉSULTAT / INCOME

Produit Net Bancaire*
Net operating income* 11 280

Charges de fonctionnement*
Operating expenses* 5 838

Résultat Brut d'Exploitation*
Gross operating profit* 4 949

Résultat Net*
Net income* 2 650

Coefficient d'Exploitation (%)
Operating ratio (%) 56.1

STRUCTURE / STRUCTURE

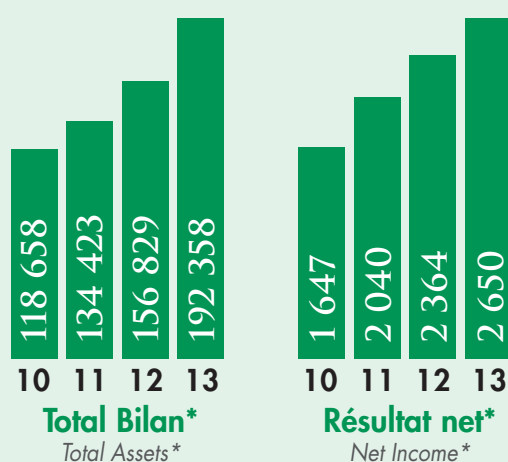
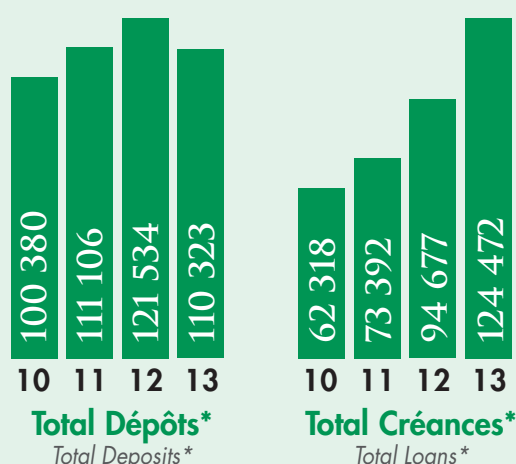
Fonds Propres après répartition*
Shareholders' equity after distribution* 17 335

Fonds Propres / Total Bilan (%)
Shareholders' equity / Total assets (%) 9.01

Effectif moyen pendant l'exercice
Average number of employees 167

Total Bilan* / Total Assets*
192 358

ÉVOLUTION DE 2010 À 2013 EVOLUTION FROM 2010 TO 2013



La réunion plénière des Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe à Dakar, au Sénégal.

2013 BANK OF AFRICA network management plenary meeting, in Dakar, Senegal.

M. BENNANI, PDG du Groupe BOA, s'adressant aux Administrateurs lors de la réunion plénière, à Fès, au Maroc.

Mr BENNANI, BOA Group CEO, speaking to Directors at plenary meeting, in Fes, Morocco.

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

2013 a encore été l'occasion pour la BOA-SÉNÉGAL de montrer davantage son implication dans le tissu socio-économique du pays et dans le domaine de l'éducation.

SPORTS

Participation à la 6^e Édition du Marathon International BOA de Bamako par le financement du déplacement d'une délégation.

SOCIAL

Le Magal est une fête religieuse qui, chaque année, draine des millions de personnes vers la ville sainte de Touba. La BOA-SÉNÉGAL a accompagné la population à travers la distribution de bouteilles d'eau, de tee-shirts et casquettes dans les lieux de convergence des fidèles.

ÉCONOMIQUE

Dans le but d'accompagner les fonctionnaires du secteur public vers la bancarisation, la BOA-SÉNÉGAL a signé avec le Ministère de la Fonction Publique un protocole garantissant à cette population des conditions avantageuses sur les prêts, les produits et services bancaires. En sus de cela, la Banque a mis en avant le Pack FONXIONARIA, un package de produits dédié, à moindre coût, simple et transparent.

MARATHON INTERNATIONAL BOA

◀ L'équipe du Sénégal à la soirée de remise des prix.

▶ Le départ des marathoniens...



ACTIONS DE LA FONDATION BOA

En 2013, la Fondation BOA a soutenu plusieurs projets et associations de développement communautaire.

ÉDUCATION

Don de fournitures scolaires

La Fondation BANK OK AFRICA en liaison avec la BOA-SÉNÉGAL, a offert près de 30 000 cahiers « Tous à l'École » à sept écoles de Tambacounda, ville située à 467 km de Dakar.

Lors de la cérémonie, l'accent a été mis sur la volonté de la Fondation de contribuer significativement à la mise en place d'un environnement propice à l'apprentissage scolaire, de participer activement à la lutte contre la déscolarisation des filles.

Réhabilitation de l'école K. Niassé de Kaolack

Entamée en 2012, la rénovation de l'école Khalifa Niassé de Kaolack s'est achevée en 2013. Les travaux ont porté sur une valeur de 31 210 435 F CFA.

SANTÉ

Au Centre de Réhydratation Nutritionnelle de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tambacounda, des bébés orphelins sont régulièrement amenés, le plus souvent atteints de diverses pathologies infantiles.

Face à l'absence d'institutions spécialisées pour assurer leur prise en charge, des travailleuses sociales de la PMI ont constitué l'association Edeukeur, un orphelinat dans la Commune de Tambacounda,



Dons de cahiers « Tous à l'École » aux enfants des écoles de Tambacounda.

le seul de la région prenant en charge les tout jeunes enfants. L'établissement est cependant confronté à de multiples difficultés : l'alimentation des pensionnaires, le fonctionnement de la structure (charges locatives du bâtiment, électricité, eau,...).

La Fondation a apporté sa pierre à l'édifice en faisant un don d'une valeur de 3 500 000 F CFA (couches, frigidaire, lait, riz, médicaments...). Mme Géraldine BIDIAR, Directrice de la structure a qualifié de « geste noble », la contribution de la Fondation, qui intervient dans une période difficile pour les résidents.



CONSEIL D'ADMINISTRATION & CAPITAL

BOARD OF DIRECTORS & CAPITAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD OF DIRECTORS

Au 28 mars 2014, le Conseil d'Administration, de 11 membres, est composé comme suit :

At 28th March 2014, the Board of Directors comprised the following 11 members:

Alioune NDOUR DIOUF, Président / *Chairman*

Mohamed BENNANI

AXA ASSURANCES SÉNÉGAL, représentée par
represented by Alioune DIAGNE

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE, représentée par
represented by Léon NAKA

BOA WEST AFRICA, représentée par
represented by Mor FALL

Diariatou Mariko GUINDO

Mamadou KA

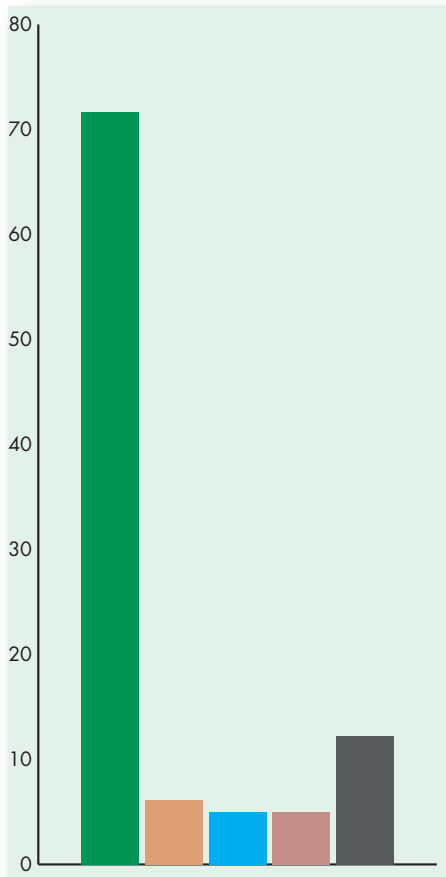
Babacar NGOM

SDIH, représentée par / *represented by*

Mohamed Ababacar SOW

Abdoulaye SEYDI

Abderrazzak ZEBDANI



CAPITAL

Au 28 mars 2014, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 28th March 2014, the Bank's capital was held as follows:

71.7% BOA WEST AFRICA

6.1% AXA ASSURANCES

5% UASEN-VIE

5% SDIH

12.2% AUTRES ACTIONNAIRES
OTHER SHAREHOLDERS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS



Alioune NDOUR DIOUF

Président du Conseil d'Administration

Chairman of the Board of Directors

CHIFFRES CLÉS DU SÉNÉGAL EN 2013 2013 SENEGAL KEY FIGURES

Superficie (milliers de Km ²)	196.7	Area (thousand Km ²)
Population (millions d'habitants)	12.87	Population (million inhabitants)
PIB (USD milliards)	9.1	GDP (USD billions)
PIB/HAB (USD)	707	GDP Per capita (USD)
Nombre de banques	19	Number of banks

Estimations au 31/12/2013 / As at 31/12/2013

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 MARS 2014

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2013

Sur le plan mondial

L'activité économique mondiale est jugée globalement faible en 2013, malgré l'espoir d'une poursuite de la reprise dans l'ensemble des économies avancées, lié à l'amélioration du climat des affaires. Mais, selon la Banque Mondiale, cinq ans après la crise financière, l'économie mondiale donne de bons signes de reprise pour l'année 2014 grâce au redressement des pays à revenu élevé. Le taux de croissance du PIB mondial devrait passer de 2,4 % en 2013 à 3,2 % en 2014 avant de se stabiliser à 3,4 % en 2015 et 3,5 % en 2016.

Dans la zone Euro

Grâce à un assouplissement de la consolidation budgétaire, au redressement de l'investissement productif et à une hausse de la consommation des ménages, l'activité dans la zone Euro se reprend mais reste toujours fragile. La croissance, en glissement annuel, y est estimée à -0,4 % en 2013 contre -0,6 % en 2012. La croissance économique de la zone Euro devrait atteindre après deux ans de contraction, 1,1 % cette année puis 1,4 %, en 2015 et 1,5 % en 2016.

Aux États-Unis

L'activité se reprend mais à un rythme modeste, plombée principalement par les fortes turbulences créées par le resserrement budgétaire et la faiblesse de la consommation des ménages et des entreprises. Le taux de croissance de l'économie américaine est estimé à 2 % en 2013 et selon les prévisions de la Banque Mondiale, l'économie américaine croîtra de 2,8 % cette année, puis respectivement de 2,9 % et de 3 % en 2015 et en 2016.

Au Japon

L'expansion économique se consolide, favorisée par une forte relance monétaire et un train de mesures budgétaires, et confortée par la hausse des exportations et des dépenses de consommation des ménages et des entreprises. La croissance du PIB japonais progresse pour atteindre 2,4 % en 2013.

Sur le marché financier

La surprise générale reste l'annonce par la Banque Centrale Européenne de la baisse de son taux directeur à 0,25%. La Réserve Fédérale américaine, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre quant à elles, maintiennent leur taux directeur inchangé respectivement à 0,25%, 0,1% et 0,5%

En Afrique subsaharienne

La croissance s'est accélérée en 2013 à la faveur d'investissements soutenus dans le secteur des ressources naturelles. Le taux de croissance du PIB réel de la région en 2013 est passé à 4,7 %. Si l'on fait abstraction de l'Afrique du Sud, la croissance régionale moyenne a atteint 6 %. La reprise a été faible parmi les pays exportateurs de pétrole (Angola, Gabon, Nigéria) durant le 1^{er} semestre 2013 tandis que la production industrielle s'est contractée en Afrique du Sud au 3^e trimestre. Selon les perspectives de la Banque Mondiale, la vigueur de la demande intérieure, la bonne résistance des flux d'investissements étrangers directs et le ralentissement de l'inflation devraient permettre à l'économie



Le nouveau Siège de la BOA-SÉNÉGAL, à Dakar.
The new BOA-SENEGAL headquarters building, in Dakar.

de croître à un rythme d'environ 5,3 % en 2014, 5,4 % en 2015 et 5,5 % en 2016. L'Institution Financière Internationale indique que la région est relativement peu sensible à l'augmentation des taux d'intérêts mondiaux, mais reste très vulnérable à une baisse des prix des produits de base ainsi qu'aux risques intérieurs liés à divers facteurs. Pour ces derniers, il s'agit de l'impact des chocs météorologiques sur les récoltes locales et les prix des denrées alimentaires, des troubles politiques, des problèmes de sécurité dans le Nord du Nigéria et des attaques de pirates dans le Golfe de Guinée, susceptibles d'accroître les frais de transport et de perturber le commerce régional.

Au sein de l'UEMOA

L'année 2013 est marquée par la normalisation de la situation socio-politique au Mali, avec la reconquête de la partie nord du pays et la tenue des élections présidentielles et législatives et, en Guinée-Bissau, des progrès réalisés dans la transition. L'activité économique au sein de l'Union a connu un coup d'accélérateur au cours de l'année 2013. La reprise de la croissance économique entamée en 2012 s'est donc poursuivie en 2013, avec un taux de croissance de 6,5 %. L'accélération de la croissance est imputable au redressement de la production agricole, à la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire et à l'essor des productions aurifère et pétrolière ainsi que des efforts consentis en matière d'investissements publics. Quant à l'inflation, elle décélère de 2,8 % en fin décembre 2012 à 1,4 % en 2013, cela à la faveur de l'abaissement des prix des céréales. Cependant, la consolidation des acquis et l'amélioration du bien-être économique et social de l'Union requièrent le renforcement de la paix et de la sécurité. Selon la Présidente du Conseil des Ministres de l'UEMOA, les grands chantiers de l'Union demeurent cependant : la pérennisation des taux de croissance élevés, le financement des économies, l'assainissement des finances publiques et la poursuite de l'approfondissement des marchés monétaires et financiers.



L'équipe du Service Étranger, au Siège.
The Foreign Service team, at the headquarters.



Le Responsable Organisation et Qualité, au Siège.
The Organization and Quality Head, at the headquarters.

Au Sénégal

L'activité économique s'est tassée de 4,6 % en glissement annuel, reflétant ainsi le ralentissement pour l'ensemble des secteurs, à l'exception du tertiaire et des administrations publiques. L'activité du secteur tertiaire a crû en raison de la bonne tenue des transports et des télécommunications qui enregistrent en termes de compétitivité une amélioration de 0,8 % entre octobre et novembre 2013. Selon les économistes, cette situation traduit l'effet conjugué de la dépréciation du franc CFA vis-à-vis des monnaies des pays partenaires et du différentiel d'inflation favorable. Vis-à-vis des partenaires membres de la zone UEMOA, le différentiel d'inflation favorable s'est traduit par des gains de compétitivité. Les échanges commerciaux se sont traduits par une diminution du déficit commercial.

Le Sénégal vient de se doter de nouveaux instruments de financement comme le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS) doté de 3 milliards, le Fonds de Garanties des Investissements Prioritaires (FONGIP) abondé de 5 milliards et la Banque Nationale de Développement Économique (BNDE). Le gouvernement estime que la mise en place de ces instruments permettra d'améliorer l'accès au financement des entreprises, en particulier les PME / PMI et apportera des changements significatifs pour le secteur privé porteur de projets.

↑ TAUX DE CROISSANCE + 3,3 %

L'économie sénégalaise a subi sur la période récente les contrecoups d'un environnement international particulièrement défavorable marqué successivement par les crises énergétiques, alimentaires, financières et plus récemment par la crise de la dette dans la zone Euro. Ce climat peu propice à l'accélération de la croissance, conjugué à des chocs internes, s'est traduit par un ralentissement de la croissance qui s'est située en moyenne à 3,3 % sur la période 2006-2012, soit un rythme bien en deçà de celui nécessaire pour réduire significativement la pauvreté et hisser le Sénégal au rang des pays émergents. En définitive, l'économie sénégalaise reste aujourd'hui marquée par une croissance faible, un espace budgétaire réduit en dépit des efforts d'assainissement des finances publiques.

C'est dans ce contexte que le Président de la République a initié une réflexion autour d'un plan pour l'émergence du pays avec l'élaboration du Plan Sénégal Émergent (PSE). En marge du sommet CEDEAO - Japon, le Président a donc évalué les besoins du Sénégal à 10 000 milliards de F CFA pour réaliser le PSE à l'horizon 2020.



Le Directeur du Centre d’Affaires, à Dakar.
The Business Centre Chief, in Dakar.



Le Chargé de Clientèle de l’Agence Bourguiba, à Dakar.
The Account Manager of Bourguiba Branch, in Dakar.

Selon le Ministre de l’Économie et des Finances, le PSE apportera des réponses pertinentes aux problèmes de développement et permettra de placer l’économie sénégalaise sur un sentier de croissance plus élevée et durable au-delà de 7 %.

Présentation du marché bancaire sénégalais au 31 décembre 2013

Sur la période 2011-2013, le paysage bancaire sénégalais s’est de nouveau ouvert à une rude concurrence.

En termes d’emplois, sur les 3 dernières années, l’activité d’octroi de crédit des banques a connu une croissance annuelle moyenne de 10,8 % pour s’établir à 2 421 milliards de F CFA au 31 décembre 2013 en progression de 11,2 % sur une année glissante.

Le marché bancaire étant segmenté en trois, sur les 19 banques de la place, les 4 premières banques dont SGBS, CBAO, ECOBANK et BICIS contrôlent 55,7 % du marché. Les banques du Middle Market dont BHS, CNCAS, BOA, BAS, BIS et CDS détiennent 32,8 % de parts de marché et les 9 autres banques se partagent 11,5 % du marché.

Durant la période 2011-2013, le Middle Market enregistre une croissance annuelle moyenne de 11,8 % pour s’établir à 794 milliards de F CFA à fin décembre 2013, en progression annuelle de 14,2 % sur une année glissante. À l’issue de l’exercice 2013, sur notre segment de marché, la plus forte croissance revient à la BOA avec un taux annuel de 34,3 % portant ses encours de crédits à 127 milliards de F CFA.

Pour accompagner l’expansion des crédits, les banques ont enregistré sur une année glissante, une évolution des encours de ressources collectées de 5,57 % soit un encours de 2 691 milliards de F CFA au 31 décembre 2013 avec une croissance annuelle moyenne de 6,08 %.

En termes de ressources, les 4 premières banques dont CBAO, SGBS, ECOBANK et BICIS contrôlent plus de 59 % du marché. Les banques du Middle Market dont BHS, CNCAS, BOA, CDS, BIS et BAS détiennent plus de 25 % de parts de marché et les 9 autres banques se partagent 14 % du marché.

Se rapportant aux banques du Middle Market, le volume des dépôts de la clientèle se chiffre à 698 milliards de F CFA à fin décembre 2013 contre 734 milliards de F CFA soit une baisse annuelle de 5 % contre une hausse de 6 % un an auparavant avec une croissance annuelle moyenne de 0,5 %. La BOA-SÉNÉGAL suit la même tendance que celle de son segment de marché avec des encours de ressources en baisse de 9,2 % sur une année glissante contre une hausse de 9,4 % un an plus tôt avec une croissance annuelle moyenne de 0,1 % pour se hisser à 110 milliards de F CFA au 31 décembre 2013.

↑ BILAN + 22,6 %

Au cours de l'exercice 2013, les activités de la BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL (BOA-SÉNÉGAL) ont poursuivi leur progression et se sont traduites par une **hausse de 22,6 % du total de son bilan** soit 35 529 millions de F CFA, passant de 156 829 millions de F CFA en fin décembre 2012 pour s'établir à 192 358 millions de F CFA au 31 décembre 2013.

Les emplois directs augmentent de **31,5 %**, allant de 94 677 millions de F CFA en fin décembre 2012 à 124 472 millions de F CFA au 31 décembre 2013. À l'instar des années antérieures, la progression des crédits directs est animée par les prêts à court terme, + 16 076 millions de F CFA, accompagnés des prêts à long terme + 6 030 millions de F CFA et les prêts à moyen terme + 1 363 millions de F CFA, par rapport aux réalisations au 31 décembre 2012.

Cette évolution est à comparer avec la tendance du marché bancaire sénégalais qui, sur la période de décembre 2012 à décembre 2013, connaît une croissance de + 11,2 %. La BOA-SÉNÉGAL fait donc une croissance plus rapide que le marché et par rapport à son segment du Middle Market, qui évolue sur la même période de 14,2 %, la BOA-SÉNÉGAL connaît également la performance la plus significative.



L'équipe de l'Agence Élite, à Dakar.
The Elite Branch team, in Dakar.



La Chargée de clientèle de l'Agence Grand Yoff, à Dakar.
The Account Manager of Grand Yoff Branch, in Dakar.



La Directrice de l'Agence Mermoz, à Dakar.
The Mermoz Branch Chief, in Dakar.

Notre part de marché en termes d'emplois à la clientèle à fin décembre 2013 est de 5,3 % contre 4,7 % en fin décembre 2012 soit une hausse de 0,6 point. La BOA-SÉNÉGAL gagne alors une place par rapport à l'année précédente et occupe la 7^e place sur le marché.

Les engagements par signature évoluent positivement de 19,5 %, soit 49 143 millions de F CFA à 58 725 millions de F CFA sur l'année 2013.

Les ressources clientèle diminuent de 9,2 % sur l'année passant de 121 535 millions de F CFA au 31 décembre 2012 à 110 324 millions de F CFA en fin décembre 2013, baisse induite principalement par le repli de 36,9 % des comptes courants et de 3,8 % des dépôts à terme (DAT). Cette évolution est à comparer avec la tendance du marché bancaire sénégalais qui, sur la période de décembre 2012 à décembre 2013, a connu une croissance de 5,6 % et sur son segment de marché, une baisse de 5 %.

Notre part de marché en termes de ressources clientèle est de 4,1 % en fin décembre 2013 contre 4,9 % un an plus tôt, soit une baisse de 0,8 point. La BOA-SÉNÉGAL conserve malgré tout sa position par rapport à l'année précédente et occupe la 7^e place sur le marché.

La part des dépôts à vue qui représentent 37,3 % de l'ensemble enregistré une variation annuelle de -26,6 %.

Les comptes d'épargne se consolident et se chiffrent à 13 249 millions de F CFA en augmentation de 51,9 % sur l'année en raison de la campagne « JOKKO » qui a commencé début novembre 2013.

Par ailleurs, **les comptes à terme** se sont inscrits en baisse de 3,8 % à 48 154 millions de F CFA et représentent 43,6 % de la collecte globale.

Les ressources interbancaires augmentent de 43 749 millions de F CFA soit une hausse annuelle de 515,4 % passant de 8 488 millions de F CFA au 31 décembre 2012 à 52 237 millions de F CFA en fin décembre 2013. Cette progression est due au fait que, sur la période étudiée, les ressources clientèle collectées sur le marché domestique se sont inscrites dans une tendance baissière. Du fait de la rareté des ressources clientèle et pour faire face aux emplois, la BOA-SÉNÉGAL a donc eu recours



L'équipe de l'Agence de Ngor dont sa Directrice (à gauche).
The Ngor Branch team and Director (on left).

à des ressources interbancaires collectées au sein du Groupe BANK OF AFRICA, à moindre coût par rapport à celles disponibles sur le marché sénégalais et ce grâce aux différentes synergies.

En revanche, cette évolution est à comparer avec la tendance du marché bancaire sénégalais qui sur la période de décembre 2012 à décembre 2013 a connu une évolution de 66,8 %. La BOA-SÉNÉGAL fait donc une croissance 8 fois plus rapide que le marché bancaire et par rapport à son segment du Middle Market qui a évolué sur la même période de 481 %, la BOA-SÉNÉGAL connaît également une croissance plus rapide.

Le mix des ressources de la Banque a changé car les emprunts interbancaires sont passés de 6,5 % à 32,1 % entre 2012 et 2013. Le coût global des ressources est ainsi passé de 3,39 % en 2012 à 3,32 % en 2013.

Globalement, **le total ressources** est passé de 130 023 millions de F CFA au 31 décembre 2012 à 162 560 millions de F CFA au 31 décembre 2013, soit une progression de 25 %. L'encours moyen des ressources est passé de 109 884 à 136 774 millions de F CFA au 31 décembre 2013, soit une hausse de 24,5 %.

Avec l'évolution positive de l'ensemble des activités, **les produits d'exploitation** progressent de 16,1 % pour s'établir à 17 056 millions de F CFA à fin décembre 2013.

Les produits sur opérations de trésorerie et interbancaires s'élèvent à fin décembre 2013 à 194 millions de F CFA contre 269 millions de F CFA un an plus tôt, soit une baisse de 28,1 %.

Les produits de clientèle et des titres de placement s'établissent à 11 262 millions de F CFA à fin décembre 2013 contre 9 051 millions de F CFA à fin décembre 2012, soit une nette amélioration de 24,4 %.

Les commissions enregistrent une légère baisse de 3 % par rapport à l'exercice précédent pour se hisser à 5 417 millions de F CFA.

Les produits généraux d'exploitation enregistrent une hausse annuelle 39,5 %.

Les charges d'exploitation augmentent de 9,8 % pour s'établir à 12 107 millions de F CFA.

La marge bancaire nette se conforte et s'établit au 31 décembre 2013 à 6 313 millions de F CFA, soit un accroissement de 30,1 %.

↑ **PRODUIT NET BANCAIRE + 25,8 %**

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'établit, quant à lui, à 11 280 millions de F CFA en hausse de 25,8 % par rapport aux réalisations de l'exercice 2012.

Avec cette croissance, **le coefficient d'exploitation** s'améliore pour se fixer à 56,1 % contre 59,1 % un an plus tôt, soit une baisse de près de 3 points.

Après imputation des dotations aux amortissements de 493 millions de F CFA, le **Résultat Brut d'Exploitation (RBE)** progresse de 34,9 % à 4 949 millions de F CFA en fin décembre 2013.

La prise en compte des **dotations pour créances douteuses et litigieuses** en hausse de 556,8 % à 1 018 millions de F CFA, d'un résultat positif sur exercices antérieurs de 7 millions F CFA ainsi qu'un encours négatif de produits et charges exceptionnelles de 72 millions de F CFA, conduit à un résultat avant impôt de 3 866 millions de F CFA.

Après paiement de l'impôt sur les bénéfices d'un montant de 1 216 millions de F CFA, le **résultat net** enregistre une hausse de 12,1 % pour s'établir à 2 650 millions de F CFA au 31 décembre 2013. ■

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 28 MARCH 2014

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2013

Worldwide

Global economic activity was deemed weak on the whole in 2013, despite hopes for a continued recovery in all advanced economies, driven by an improved business climate. But, according to the World Bank, five years after the financial crisis, the global economy is sending out some good signs of recovery for 2014, thanks to a recovery in high-income countries. Global GDP growth is expected to strengthen from 2.4% in 2013 to 3.2% in 2014 before stabilising at 3.4% in 2015 and 3.5% in 2016.

In the Euro zone

Thanks to an easing in fiscal consolidation, the upturn in productive investment, and an increase in consumer spending, activity recovered in the Euro zone but remained fragile. Year-on-year growth came to -0.4% in 2013 vs. -0.6% in 2012. After two years of contraction, economic growth in the Euro zone is expected to reach 1.1% this year, followed by 1.4% in 2015 and 1.5% in 2016.

In the United States

Economic activity resumed but at a modest pace, held back mainly by the serious disruption created by fiscal tightening and weak consumer and business spending. Growth in the US economy is estimated at 2% in 2013, based on the World Bank's forecasts, the US economy will expand by 2.8% this year and then, by 2.9% in 2015 and 3% in 2016.

In Japan

Economic expansion consolidated, driven by strong monetary stimulus and a series of fiscal measures, and driven by the increase in exports and consumer and business spending. Japanese GDP growth improved to 2.4% in 2013.

On the financial market

To everyone's surprise, the European Central Bank cut its key rate to 0.25%. The US Federal Reserve, the Bank of Japan, and the Bank of England kept their key rates unchanged at, respectively, 0.25%, 0.1% and 0.5%.

In sub-Saharan Africa

Growth accelerated in 2013, driven by sustained investments in the commodities sector. The region's real GDP growth in 2013 improved to 4.7%. When excluding South Africa, regional growth averaged 6%. The recovery was weak in oil-exporting countries (Angola, Gabon, and Nigeria) in the first half of 2013, while industrial output shrank in South Africa in the third quarter. According to World Bank projections, strong domestic demand, resilient foreign direct investment, and the slowdown in inflation should allow the economy to expand at a pace of about 5.3% in 2014, 5.4% in 2015 and 5.5% in 2016. The inter-

national finance institution says that the region is relatively insensitive to the increase in global interest rates but remains highly vulnerable to a fall in prices of basic goods, as well as domestic risks linked to various factors. The latter include the impact of bad weather on local harvests and food prices, political unrest, security problems in northern Nigeria, and pirate attacks in the Gulf of Guinea, which are likely to raise transport fees and disrupt regional trade.

Within the WAEMU

2013 featured the return to normal in Mali's socio-political situation, with the northern part of the country won back and the holding of presidential and legislative elections, and the headway Guinea-Bissau made in achieving its transition. Economic activity in the WAEMU sped up during 2013. So the upturn in economic growth that began in 2012 continued into 2013, with a 6.5% growth rate. The acceleration in growth is due to the recovery in agricultural output, the sharp upturn in economic activity in Côte d'Ivoire and the boom in gold and oil output, as well as public investment. Inflation slackened from 2.8% at end-December 2012 to 1.4% in 2013, driven by lower grain prices. However, the consolidation of acquired growth and the improvement in the WAEMU's economic and social well-being require the consolidation of peace and security. However, according to the chairman of the WAEMU Council of Ministers, the Union still has some major projects on the agenda, including the sustainability of high growth rates, the financing of economies, the shoring up of public finances, and continued deepening of monetary and financial markets.

In Senegal

Economic activity weakened to 4.6% year-on-year, thus reflecting the slowdown in all sectors, with the exception of the tertiary sector and public administrations. Activity in the tertiary sector expanded, driven by strong activity in transports and telecommunications whose competitiveness improved by 0.8% between October and November 2013. According to economists, this situation reflects the combined effect of the depreciation of the CFA franc vs. currencies of trading countries and the favourable differential in inflation. With regard to WAEMU member-countries, the favourable differential in inflation has resulted in gains in competitiveness, and the trade deficit shrank.

Senegal has just established new funding instruments such as the Strategic Sovereign Investment Fund (FONSIS) endowed with CFAF 3 billion, the Guarantee Fund for Priority Investments (FONGIP) with CFAF 5 billion, and the National Bank for Economic Development (BNDE). The government believes that setting up these instruments will help enhance access to corporate financing, in particular for SMEs and SMIs, and will make significant changes to the private sector, thus encouraging new projects.

The Senegalese economy has recently experienced the backlash from an especially unfavourable international environment, marked successively by energy, food, and financial crises, as well as, more recently, by the Euro zone debt crisis. This environment is not very healthy for accelerating growth, and, when combined with internal shocks, resulted in slower growth, which averaged 3.3% from 2006 to 2012, i.e., well below the pace necessary to reduce poverty significantly and raise Senegal to the level of an emerging economy. All in all, the Senegalese economy is currently marked by weak growth and fiscal restrictions despite efforts to shore up public finances.

Against this backdrop, the President of Senegal set up a task force on the Emerging Senegal Plan (PSE). On the fringes of the ECOWAS-Japan summit, the President estimated Japan's needs at CFAF 10,000 billion to execute the PSE by 2020.

According to the Ministry of the Economy and Finances, the PSE will provide suitable responses to development problems and will help place the Senegalese economy on the path of stronger and sustainable 7%-plus growth.

The Senegalese banking market at 31 December 2013

From 2011 to 2013, the Senegalese banking landscape was once again exposed to stiff competition.

In lending terms, over the last three years, bank lending activity expanded by an annual average of 10.8% to CFAF 2,421 billion at 31 December 2013, up 11.2% year-on-year.

The banking market is segmented into three levels. Out of the 19 banks on the market, the top four –SGBS, CBAO, ECOBANK and BICIS– control 55.7% of the market. Middle Market banks, including BHS, CNCAS, BOA, BAS, BIS and CDS, hold 32.8% market share, and nine other banks share 11.5% of the market.

From 2011 to 2013, the Middle Market averaged 11.8% annual growth to CFAF 794 billion at end-December 2013, up 14.2% year-on-year. Following the fiscal year 2013, on our market segment, BOA grew the most, at an annual pace of 34.3%, thus raising its outstanding loans to CFAF 127 billion.

To go with the expansion in lending, the banks achieved a 5.57% year-on-year increase in deposits collected, or CFAF 2,691 billion at 31 December 2013 with average annual growth of 6.08%.

In terms of deposits, the top four banks –CBAO, SGBS, ECOBANK and BICIS– control more than 59% of the market. The Middle Market banks, including BHS, CNCAS, BOA, CDS, BIS and BAS, hold more than 25% market share, and nine other banks share 14% of the market.

Among Middle Market banks, the volume of customer deposits came to CFAF 698 billion at end-December 2013, vs. CFAF 734 billion, a 5% decline vs. a 6% increase one year previously, with average annual growth of 0.5%. BOA-SENEGAL is following the same trend as that of its market segment with deposits down 9.2% year-on-year, vs. a 9.4% increase one year earlier, with 0.1% average annual growth to CFAF 110 billion at 31 December 2013.

FINANCIAL STATEMENTS AND BALANCE SHEET ANALYSIS FOR FISCAL YEAR 2013

During fiscal year 2013, activities of BANK OF AFRICA – SENEGAL (BOA-SENEGAL) continued to expand and resulted in a **22.6% increase in its total assets**, i.e., CFAF 35,529 million, from CFAF 156,829 million at end-December 2012 to CFAF 192,358 million at 31 December 2013.

Direct loans rose by **31.5%**, from CFAF 94,677 million at end-December 2012 to CFAF 124,472 million at 31 December 2013. As in previous years, the increase indirect loans was driven by short-term loans (+CFAF 16,076 million), along with long-term loans (+CFAF 6,030 million) and medium-term loans (+CFAF 1,363 million) vs. 31 December 2012.

This compares with the trend on the Senegalese banking market, which, from December 2012 to December 2013, expanded by 11.2%. BOA-SENEGAL thus outperformed the market, as well as its Middle Market segment, which was up by 14.2% during the same period. BOA-SENEGAL also experienced the strongest performance.

Our market share in customer loans at end-December 2013 was 5.3%, vs. 4.7% at the end of December 2012, i.e., a 0.6-point increase. BOA-SENEGAL moved up a spot from last year and now ranks 7th on the market.

Off-balance sheet liabilities rose by 19.5%, from CFAF 49,143 million to CFAF 58,725 million in 2013.

Customer deposits shrank by 9.2% on the year, from CFAF 121,535 million at 31 December 2012 to CFAF 110,324 million at December 2013, driven mainly by declines of 36.9% in current accounts and 3.8% in term accounts. In comparison with the Senegalese banking market, which expanded by 5.6% from December 2012 to December 2013 and in its market segment, was down by 5%.

Our market share in customer deposits came to 4.1% as of the end of December 2013, vs. 4.9% one year earlier, hence a 0.8-point decline. However, BOA-SENEGAL held onto its position compared to the previous year and ranks 7th on the market.

Term deposits, which account for 37.3% of the total, shrank by 26.6% on the year.

Savings accounts consolidated and came to CFAF 13,249 million, up 51.9% on the year, driven by the "JOKKO" campaign, which began in early November 2013.

Term accounts declined by 3.8% to CFAF 48,154 million and accounted for 43.6% of total collection.

Interbank funding surged by 515.4%, or by CFAF 43,749 million, from CFAF 8,488 million at 31 December 2012 to CFAF 52,237 million at end-December 2013. This increase was due to the downward trend in customer deposits during the review period. Due to the scarcity of customer deposits and to meet demand for lending, BOA-SENEGAL used interbank resources from within the BANK OF AFRICA Group, which cost less than those available on the Senegalese market, thanks to various synergies.

This trend compares with the Senegalese banking market, which expanded by 66.8% from December 2012 to December 2013. BOA-SENEGAL's interbank funding thus expanded eight times more rapidly than the banking market and also outperformed the Middle Market segment, which was up by 481% during the same period.

The Bank's funding mix has changed, with interbank loans increasing from 6.5% to 32.1% between 2012 and 2013. The total cost of funds thus decreased from 3.39% in 2012 to 3.32% in 2013.

On the whole, **total fund** rose by 25%, from CFAF 130,023 million at 31 December 2012 to CFAF 162,560 million at 31 December 2013. Average deposits increased by 24.5%, from CFAF 109,884 to CFAF 136,774 million at 31 December 2013.

With all activities doing well **operating income** rose by 16.1% to CFAF 17,056 million at end-December 2013.

Income on treasury and interbank transactions fell by 28.1% to CFAF 194 million at end-December from CFAF 269 million one year earlier.

Customer and investment securities income improved sharply, by 24.4%, to CFAF 11,262 million at end-December 2013 from CFAF 9,051 million at end-December 2012.

Commissions slipped by 3% from the previous financial year, to CFAF 5,417 million.

General operating income rose by 39.5% on the year.

Operating expenses were up 9.8% to CFAF 12,107 million.

The net banking margin improved by 30.1% to CFAF 6313 million at 31 December 2013.

Net Banking Income (NBI) rose by 25.8% to CFAF 11,280 million vs. 2012.

Driven by this growth, the **cost-income ratio** improved by almost three points, to 56.1% from 59.1% one year earlier.

After subtracting CFAF 493 million in amortisation, **Gross Operating Income (GOI)** rose by 34.9% to CFAF 4,949 million at late-December 2013.

After factoring in **provisions for doubtful and litigious loans** (up 556.8% to CFAF 1018 million), a CFAF 7 million positive result from previous financial years, and a negative stock of exceptional income and charges of CFAF 72 million, pre-tax profit came to CFAF 3,866 million.

After payment of CFAF 1,216 million in corporate income tax, **net income** rose by 12.1% to CFAF 2,650 million at 31 December 2013. ■

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2009, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- **le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne,**
- **le contrôle des comptes annuels de la BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL (BOA-SÉNÉGAL) tels qu'ils sont joints au présent rapport,**
- **les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi,**
- **le contrôle du respect de la réglementation prudentielle.**

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 12 février 2014. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession et en application de la réglementation bancaire, aux vérifications spécifiques relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne au sein de la Banque.

Cet examen du contrôle interne s'inscrit dans le cadre de la démarche générale d'audit et a principalement pour objectif d'identifier les zones de risques significatifs et d'orienter notre approche. L'examen auquel nous procédons dans cette circonstance n'est pas un diagnostic détaillé et ne met pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les comptes annuels.

Les principaux axes d'amélioration identifiés à l'issue de l'examen des procédures de contrôle interne ont fait l'objet d'un rapport distinct adressé à la Direction Générale de la Banque.

2. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Sénégal; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels annexés aux pages 7 à 30 ci-après sont, au regard des règles et principes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

3. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Sénégal, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de la Loi 2008-26 portant réglementation bancaire, nous avons vérifié les encours de crédits accordés aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10 % au moins des droits de vote, aux personnes participant à la Direction, à l'Administration, à la Gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de Direction, d'Administration ou de Gérance ou détiennent plus du quart de capital social. Ces encours s'élèvent au 31 décembre 2013 à 1 683 millions de F CFA soit 10,85 % des fonds propres effectifs de la Banque.

4. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons procédé conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques relatives au respect par la Banque des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Il ressort de ces vérifications, que la BOA-SÉNÉGAL respecte les ratios prudentiels.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dakar, le 12 mars 2014

EUREKA AUDIT & CONSEILS

Babacar Makhtar WADE

Associé

MAZARS SÉNÉGAL

Hamadou TINI

Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL (BOA-SÉNÉGAL), nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle applicable au Sénégal. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

1.1. Convention de refacturation de la licence COLLECT

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : dans le cadre de la refonte de la politique de gestion du recouvrement et du contentieux au sein de l'ensemble de ses filiales bancaires, BOA GROUP S.A. s'est fait assister par SALAFIN, filiale de BMCE Bank sur les aspects organisationnels et sur la mise en place d'un outil informatique capable de gérer le recouvrement et le contentieux.

BOA GROUP S.A. a conclu une convention d'assistance technique globale avec SALAFIN prenant effet le 11 juin 2013 pour la mise en place du modèle standard de cette plateforme et pour son déploiement au sein de chaque filiale. Il est ensuite prévu une refacturation du coût par BOA GROUP S.A. à toutes les filiales.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 07 juin 2013.

Modalités et effets : l'assistance technique de **AISSA-SARL** au profit de la BOA-SÉNÉGAL comprend les éléments suivants :

- Frais d'acquisition du logiciel : 106 371 euros (70 millions de F CFA) ;
- Honoraires des intervenants destinés à des interventions effectuées sur place par des membres de l'équipe SALAFIN ou par leurs représentants : 17 932 euros (12 millions de F CFA) au titre de la deuxième et troisième année à compter de la date de mise en service.

Sur l'exercice 2013, le montant de 70 millions de F CFA (106 371 euros) a été versé à SALAFIN représentant le prix d'acquisition du logiciel. Par ailleurs, les amortissements relatifs à cette acquisition s'élèvent à 14 millions de F CFA pour l'exercice 2013.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

1.2. Convention de prêt entre la BOA-SÉNÉGAL et la BOA-BÉNIN

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : dans le but d'offrir un meilleur cadre de travail à ses agents, la BOA-SÉNÉGAL a sollicité de la BOA-BÉNIN un crédit à moyen terme de 6 milliards de F CFA au taux de 7 %, à compter du 1^{er} novembre 2013. Le montant du crédit sollicité est destiné à financer l'achat de l'immeuble devant abriter le siège de la BOA-SÉNÉGAL

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 octobre 2013.

Modalités et effets : le prêt interbancaire est consenti pour une durée de 6 ans, soit 24 trimestrialités.

Sur l'exercice 2013, les intérêts supportés par la BOA-SÉNÉGAL au titre de cette convention s'élèvent à 71 millions de F CFA.

2. CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Nous vous informons que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice :

2.1. Convention d'assistance technique

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : il s'agit d'une convention d'assistance technique conclue le 2 novembre 2001 entre la BOA-SÉNÉGAL et la société AFH-SERVICES pour une durée de dix ans renouvelable par tacite reconduction. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 12 septembre 2001.

Cette convention d'assistance technique couvre principalement les domaines suivants : assistance en matière de relations internationales, inspection générale, assistance commerciale et promotionnelle, assistance en matière d'organisation informatique, assistance technique spéciale, formation et gestion du personnel, mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Modalités et effets :

- Rémunération des prestations :
 - rémunération forfaitaire mensuelle hors taxes de 9 147 Euros (6 millions de F CFA) ;
 - rémunération des intervenants sur la base d'un taux de facturation de 915 Euros (0.6 million de F CFA) par homme/jour d'intervention.
- Rémunération proportionnelle au résultat de 4 % du bénéfice avant impôts majoré des provisions pour risques pour un montant maximum annuel de 121 959 Euros hors taxes payables dans un délai de 30 jours suivant la fin de chaque exercice.

Le bénéficiaire prend en charge :

- les frais de déplacement et séjour des membres de la Direction de l'Inspection de AFH-SERVICES ;
- les frais de justice, d'honoraires d'avocats et les commissions versées ;
- les frais supportés par le prestataire pour le compte du bénéficiaire.

Pour l'exercice 2013, les charges supportées par la BOA-SÉNÉGAL au titre de cette convention s'élèvent à 447 millions de F CFA TTC.

2.2. Convention de prestations de service

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : il s'agit d'une convention prenant effet le 1^{er} octobre 2002 pour une durée de 5 ans, entre la BOA-SÉNÉGAL et la société AÏSSA renouvelable par tacite reconduction, ayant pour objet l'amélioration des prestations de services offertes par la Banque.

Cette convention d'assistance couvre principalement les domaines suivants :

- gestion des unités centrales informatiques du bénéficiaire ;
- mise en place et adaptation d'un progiciel informatique dénommé « Informatisation Généralisée des Opérations du Réseau (IGOR) » ;
- maintenance d'IGOR aux exigences des utilisateurs et gestion de l'ensemble des relations avec la société éditrice du progiciel ;
- étude, réalisation, installation et maintenance des grands programmes informatiques prévus pour les années futures ;
- formation continue de l'ensemble des utilisateurs d'IGOR ;
- tous travaux et interventions ponctuels ou de longues durées jugées utiles par le bénéficiaire.

Modalités et effets :

- Rémunération des prestations : rémunération mensuelle hors taxes de 47 250 F CFA par licence d'utilisation.
- Honoraires des intervenants destinés à des interventions effectuées sur place par des membres de l'équipe de la société AÏSSA ou par leurs représentants :
 - 30 000 F CFA par homme/jour pour les informaticiens de la société AÏSSA,
 - 40 000 F CFA par homme/jour pour le responsable de la société AÏSSA.

Pour l'exercice 2013, les charges supportées par la BOA-SÉNÉGAL au titre de cette convention s'élèvent à 54 millions de F CFA TTC.

2.3. Convention de promotion

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : il s'agit d'un apport commercial et logistique se traduisant par différentes promotions effectuées par le GIE GROUPE BOA pour le compte des Banques du Groupe. Cet accord a été autorisé par le Conseil d'Administration du 17 septembre 2003.

Modalités et effets : les appels de cotisation sont effectués selon une clé de répartition annuelle au prorata du poids et des résultats de chacune des structures adhérentes.

Pour l'exercice 2013, les charges supportées par la BOA-SÉNÉGAL au titre de cette convention s'élèvent à 38 millions de F CFA TTC.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

2.4. Convention de garantie

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : il s'agit d'une garantie à première demande accordée par BOA WEST AFRICA à la BOA-SÉNÉGAL dans le cadre de l'emprunt obligataire BOA-SÉNÉGAL 2012-2017 prenant effet le 20 novembre 2012.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 11 avril 2012.

Modalités et effets : la BOA-SÉNÉGAL s'engage à verser à BOA WEST AFRICA, pendant toute la durée de l'emprunt une commission annuelle nette de 0,5 % de l'encours existant en début d'année.

Pour l'exercice 2013, les charges supportées par la BOA-SÉNÉGAL au titre de cette convention s'élèvent à 18 millions de F CFA TTC.

2.5. Convention de refacturation de la licence MAJESTIC

Administrateur intéressé : BOA WEST AFRICA, représentée par M. Mohamed BENNANI.

Nature et objet : dans le cadre du développement des synergies entre BMCE Bank et BOA GROUP S.A., ce dernier a confié à SALAFIN, filiale de BMCE Bank l'assistance à la mise en place d'une plate-forme de financement automobile dans ses filiales bancaires à compter du 15 novembre 2012.

Le coût lié à cette convention est refacturé par BOA GROUP S.A. à toutes les filiales BOA.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 13 décembre 2012.

Modalités et effets :

- Frais d'acquisition du logiciel : 164 375 euros (108 millions de F CFA) ;
- Honoraires des intervenants destinés à des interventions effectuées sur place par des membres de l'équipe SALAFIN ou par leurs représentants : 25 617 euros (17 millions de F CFA) au titre de la deuxième et de la troisième année à compter de la date de mise en service.

Sur l'exercice 2013, le montant de 108 millions de F CFA (164 375 euros) a été versé à SALAFIN représentant le prix d'acquisition du logiciel. Par ailleurs, les amortissements relatifs à cette acquisition s'élèvent à 22 millions de F CFA pour l'exercice 2013.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dakar, le 12 mars 2014

EUREKA AUDIT & CONSEILS
Babacar Makhtar WADE

Associé

MAZARS SÉNÉGAL
Hamadou TINI

Associé

BILAN - COMPTE DE RESULTAT - RESOLUTIONS

BALANCE SHEET - INCOME STATEMENT - RESOLUTIONS

LE GROUPE BOA EN 2014	BOA GROUP IN 2014
Plus de 30 ans de croissance	Over 30 years of growth
Une présence dans 17 pays	A presence in 17 countries
430 Agences et 600 GAB	430 Branches and 600 ATMs
5 000 Collaborateurs de 25 nationalités	5,000 Employees of 25 nationalities
5 Zones économiques : UEMOA, CEDEAO, EAC, COMESA, SACD	5 Economic zones: WAEMU, ECOWAS, EAC, COMESA, SACD
Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.	A leading banking partner, BMCE Bank, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

BILAN COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

ACTIF / ASSETS	2012*	2013*
CAISSE / CASH	4 658 670 456	3 615 249 355
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	36 303 385 787	27 695 619 013
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	22 518 791 663	11 020 421 952
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	17 079 243 447	3 254 914 973
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	5 439 548 216	7 765 506 979
• À TERME / TERM DEPOSITS	13 784 594 124	16 675 197 061
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	94 677 203 620	124 471 643 481
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	12 093 499 760	15 605 770 434
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	12 093 499 760	15 605 770 434
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	61 398 628 822	89 087 090 334
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	61 398 628 822	89 087 090 334
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	21 185 075 038	19 778 782 713
• AFFACTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES	11 384 624 468	12 933 120 114
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS	1 047 858 823	1 301 251 114
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	228 548 904	382 346 071
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	2 364 575 075	11 035 219 062
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	4 217 954 384	2 618 136 417
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 945 884 844	8 305 458 382
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	156 828 706 361	192 358 043 009
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	50 700 984 556	60 226 699 242
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	11 289 229 736	9 566 838 663
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	11 289 229 736	9 566 838 663
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	39 411 754 820	50 659 860 579
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	1 557 971 290	1 501 458 699
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	37 853 783 530	49 158 401 880
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

BALANCE SHEET FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PASSIF / LIABILITIES	2012*	2013*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	8 487 970 313	52 236 380 627
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	1 954 536 602	7 390 173 698
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	1 954 536 602	7 390 173 698
• À TERME / TERM DEPOSITS	6 533 433 711	44 846 206 929
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	121 534 714 538	110 323 293 104
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	8 463 067 168	12 979 908 770
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS	256 691 544	268 750 622
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	57 022 660 050	42 759 423 525
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	55 792 295 776	54 315 210 187
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES	4 500 000 000	4 500 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	3 675 663 535	2 444 214 514
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	2 391 555 102	3 363 679 797
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	139 131 943	145 629 599
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS		
CAPITAL / CAPITAL	8 500 000 000	10 000 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	2 312 500 000	3 062 500 000
RÉSERVES / RESERVES	2 389 283 633	2 993 903 683
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	533 753 632	638 373 682
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	2 364 133 665	2 650 068 003
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	156 828 706 361	192 358 043 009
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	136 712 027 053	188 338 131 756
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	136 712 027 053	188 338 131 756
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	763 345 745	1 018 877 735
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	135 948 681 308	187 319 254 021
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

* Exercice / Fiscal year

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

CHARGES / EXPENSES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	3 826 836 022	4 602 048 376
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	166 286 395	644 744 329
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	3 463 751 453	3 662 998 491
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES	192 111 111	294 305 556
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT	4 687 063	
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	25 544 472	8 038 083
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	1 736 948 750	938 019 761
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	1 736 948 750	938 019 761
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	138 123 389	227 518 324
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	4 881 006 763	5 838 019 059
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	1 625 703 060	2 152 275 192
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	3 255 303 703	3 685 743 867
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	414 219 495	493 393 289
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	155 376 581	1 018 293 492
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	94 064 636	243 798 700
Pertes SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	49 727 727	10 737 973
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	1 128 845 453	1 216 029 694
BÉNÉFICE / PROFIT	2 364 133 665	2 650 068 003
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	14 814 826 953	17 245 964 754

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PRODUITS / INCOME	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	8 679 444 344	10 915 373 059
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	269 439 418	193 673 785
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	8 410 004 926	10 593 700 357
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		127 998 917
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
<i>/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS</i>		
COMMISSIONS / COMMISSION	776 918 496	934 179 158
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	3 779 625 363	3 202 871 279
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	640 512 696	668 420 273
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	110 666 200	56 132 466
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	2 116 368 902	1 292 515 571
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	912 077 565	1 185 802 969
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	178 402 176	222 558 531
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	1 277 009 411	1 780 860 353
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
<i>/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
<i>/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS</i>		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	49 053 305	171 884 885
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS	74 373 858	18 237 489
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	14 814 826 953	17 245 964 754

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

PRODUITS & CHARGES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	8 679 444 344	10 915 373 059
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	269 439 418	193 673 785
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	8 410 004 926	10 593 700 357
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		127 998 917
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	-3 826 836 022	-4 602 048 376
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-166 286 395	-644 744 329
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-3 463 751 453	-3 662 998 491
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-192 111 111	-294 305 556
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS	-4 687 063	
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	4 852 608 322	6 313 324 683
PRODUITS DE COMMISSIONS	776 918 496	934 179 158
CHARGES DE COMMISSIONS	-25 544 472	-8 038 083
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	751 374 024	926 141 075
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	640 512 696	668 420 273
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	110 666 200	56 132 466
• OPÉRATIONS DE CHANGE	379 420 152	354 495 810
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	912 077 565	1 185 802 969
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	2 042 676 613	2 264 851 518
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	178 402 176	222 558 531
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-138 123 389	-227 518 324
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	1 277 009 411	1 780 860 353
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	8 963 947 157	11 280 217 836
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-4 881 006 763	-5 838 019 059
• FRAIS DE PERSONNEL	-1 625 703 060	-2 152 275 192
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-3 255 303 703	-3 685 743 867
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-414 219 495	-493 393 289
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 668 720 899	4 948 805 488
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-155 376 581	-1 018 293 492
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG		
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	3 513 344 318	3 930 511 996
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-45 011 331	-71 913 815
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	24 646 131	7 499 516
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-1 128 845 453	-1 216 029 694
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 364 133 665	2 650 068 003

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

INCOME & EXPENSES	2012*	2013*
INTEREST & SIMILAR INCOME	8 679 444 344	10 915 373 059
• ON INTERBANK LOANS	269 439 418	193 673 785
• ON CUSTOMER LOANS	8 410 004 926	10 593 700 357
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		127 998 917
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	-3 826 836 022	-4 602 048 376
• ON INTERBANK LIABILITIES	-166 286 395	-644 744 329
• ON CUSTOMER DEPOSITS	-3 463 751 453	-3 662 998 491
• ON DEBT SECURITIES	-192 111 111	-294 305 556
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES	-4 687 063	
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	4 852 608 322	6 313 324 683
COMMISSION INCOME	776 918 496	934 179 158
COMMISSION EXPENSES	-25 544 472	-8 038 083
NET RESULT FROM COMMISSION	751 374 024	926 141 075
NET RESULT FROM		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	640 512 696	668 420 273
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	110 666 200	56 132 466
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	379 420 152	354 495 810
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	912 077 565	1 185 802 969
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	2 042 676 613	2 264 851 518
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	178 402 176	222 558 531
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-138 123 389	-227 518 324
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	1 277 009 411	1 780 860 353
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	8 963 947 157	11 280 217 836
OPERATING OVERHEADS	-4 881 006 763	-5 838 019 059
• PERSONNEL COSTS	-1 625 703 060	-2 152 275 192
• OTHER OVERHEADS	-3 255 303 703	-3 685 743 867
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-414 219 495	-493 393 289
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS		
GROSS OPERATING PROFIT	3 668 720 899	4 948 805 488
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	-155 376 581	-1 018 293 492
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
PRE-TAX OPERATING INCOME	3 513 344 318	3 930 511 996
EXTRAORDINARY ITEMS	-45 011 331	-71 913 815
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	24 646 131	7 499 516
CORPORATE INCOME TAX	-1 128 845 453	-1 216 029 694
NET INCOME FOR THE YEAR	2 364 133 665	2 650 068 003

* Exercice / Fiscal year

Rapport annuel 2013 - BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL • 39

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 MARS 2014

1 • PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et le compte de résultat de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans les comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2013 se solde par un bénéfice net de 2 650 068 003 (deux milliards six cent cinquante millions soixante-huit mille trois) F CFA, après une dotation aux amortissements de 493 393 289 (quatre cent quatre-vingt-treize millions trois cent quatre-vingt-treize mille deux cent quatre-vingt-neuf) F CFA, une dotation aux provisions de 1 264 529 032 (un milliard deux cent soixante-quatre millions cinq cent vingt-neuf mille trente-deux) F CFA et le paiement de l'impôt sur les bénéfices de 1 216 029 694 (un milliard deux cent seize millions vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-quatorze) F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture des Rapports Spéciaux des Commissaires aux Comptes, sur les conventions visées par la loi 90/06 du 26 juin 1990 et par les articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, approuve sans réserve lesdits rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Elle donne également décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

2 • DEUXIÈME RÉSOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation du bénéfice disponible de la manière suivante :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice	2 650 068 003
Report à nouveau antérieur positif	638 373 682
Total à répartir	3 288 441 684
Réserve légale (15 % du bénéfice)	397 510 200
Réserve facultative	180 681 484
Dividende	2 010 250 000
Report à nouveau	700 000 000
Total réparti	3 288 441 684

3 › TROISIÈME RÉOLUTION

La répartition des 2 010 250 000 F CFA par les 850 000 actions ayant droit aux dividendes au titre de l'exercice 2013, nous donne un dividende brut de 2 365 F CFA par action. En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 2 128,5 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 1^{er} juin 2014 par estampillage du coupon n° 8 du certificat de chaque actionnaire.

4 › QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, approuve le renouvellement à l'identique des indemnités de fonction de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration pour un montant de 65 595 700 (soixante-cinq millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille sept cent) F CFA net, au titre de l'exercice 2014.

5 › CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant la décision du Conseil d'Administration en sa session du 10 décembre 2013 relatif au changement de Siège social de la Banque, approuve le changement du Siège social et la modification de l'Article 3 des Statuts de la société comme suit :

« Le Siège social est fixé à Dakar (République du Sénégal), Immeuble Élan, Route de Ngor, Zone 12, Almadies. ».
Le reste du texte demeurant inchangé.

6 › SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal constatant les délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 28 MARCH 2014

1 · FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' report and the External Auditors' General Report on the year to 31 December 2013, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial and income statements for the year as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

The 2013 fiscal year ended with net income of CFAF 2,650,068,003 (two billion, six hundred and fifty million, sixty-eight thousand and three) after amortisation of CFAF 493,393,289 (four hundred ninety-three million, three hundred ninety-three thousand, two hundred eighty-nine), provisions of CFAF 1,264,529,032 (one billion, two hundred sixty-four million, five hundred and twenty-nine thousand, thirty-two), and payment of taxes of CFAF 1,216,029,694 (one billion, two hundred sixteen million, twenty-nine thousand, six hundred ninety four).

In addition, the Ordinary General Meeting, after hearing the Special Reports of the Statutory Auditors on the agreements covered by Law 90/06 of 26 June 1990 and by Articles 438 et seq. of the OHADA Uniform Act Relating to Commercial Companies and Economic Interest Groups, approved said reports unreservedly. Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2013.

It also discharged the Statutory Auditors in the execution of their duties during the same fiscal year.

2 · SECOND RESOLUTION

After deliberation, the Ordinary General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate available net income in the following manner:

	In CFAF
Net income for the period	2,650,068,003
Previous positive balance brought forward	638,373,682
Total for distribution	3,288,441,684
Legal reserve (15% of income)	397,510,200
Optional reserves	180,681,484
Dividend	2,010,250,000
Balance brought forward	700,000,000
Total distribution	3,288,441,684

3 › THIRD RESOLUTION

Dividing the CFAF 2,010,250,000 by the 850,000 shares entitled to dividends for the 2013 fiscal year results in a gross dividend of CFAF 2,365 per share. In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that, after payment to the State of tax on income from securities, at 10% of the gross dividend, shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 2,128.5 per share of CFAF 10,000.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 1st June 2014, on stamping of the share certificate No. 8 held by each shareholder.

4 › FOURTH RESOLUTION

On the proposal of the Board of Directors, the General Meeting approved the setting of fees for all members of the Board of Directors in the unchanged amount of CFAF 65,595,700 (sixty-five million, five hundred ninety-five thousand, seven hundred) net for fiscal 2014.

5 › FIFTH RESOLUTION

The Ordinary General Meeting, after reviewing the Board of Director's decision made at its meeting of 10 December 2013 on a change in the Bank's Registered office, approves the change in the Registered office and the modification of Article 3 of the company bylaws as follows:

"The Registered office shall be located at Dakar (Republic of Senegal), Immeuble Élan, Route de Ngor, Zone 12, Almadies." No other changes were made to the text.

6 › SIXTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

ANNEXES

1 / NOTES SUR LES MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

ACTIVITÉ DE LA BANQUE

La BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL (BOA-SÉNÉGAL) est une société anonyme de droit local constituée le 25 janvier 2001 puis immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro 2001 B 21 du 29 janvier 2001. Par arrêté n°007810/MEF/DMC du 19 septembre 2001 du Ministre chargé de l'Économie et des Finances, elle a été agréée en qualité de banque et inscrite sur la liste des établissements de crédit de l'UEMOA sous le numéro K 0100 Y.

Son Siège social est situé sur la Route de Ngor, Zone 12, Almadies, Immeuble Élan, à Dakar.

Conformément aux Statuts, la Société a pour objet la pratique des opérations de banque, et notamment de faire, tant pour son compte que pour le compte de tiers ou en participation en République du Sénégal et à l'étranger, toutes opérations financières, commerciales, mobilières, immobilières et généralement toutes opérations et entreprises pouvant intéresser la Banque ou s'y rattacher.

BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes annuels de la BOA-SÉNÉGAL sont établis sur la base du coût historique et présentés selon les prescriptions du Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Les comptes de l'exercice 2013 sont présentés selon les mêmes méthodes de présentation et d'évaluation que celles de l'exercice précédent.

ÉVALUATION ET AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Libellés	Années
BÂTIMENT	20
AGENCEMENT ET INSTALLATION	10
MATÉRIEL DE TRANSPORT	5
MATÉRIEL, MOBILIER DE BUREAU ET DE LOGEMENT	10
MATÉRIEL INFORMATIQUE	5

TITRES DE PARTICIPATION

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée le cas échéant en fonction de la situation financière de la société concernée.

CONVERSION DES CRÉANCES ET DETTES EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les opérations en devises sont enregistrées dans les comptes de position de change dans chacune des devises utilisées. La contrepartie des écritures en monnaie locale associée à ces opérations est enregistrée dans les comptes de contre-valeur de position de change.

À la clôture de l'exercice, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan en devises, ainsi que les comptes de position de change concernés sont évalués au cours de marché en vigueur.

Les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contrepartie de position de change, sont portées au compte de résultat par le débit ou le crédit des comptes de contre-valeur de position de change.

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DES ENGAGEMENTS

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation des crédits ont été déterminées suivant les principes de base fixés par l'instruction n° 94-05 de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance.

Cette instruction a été modifiée par le nouveau dispositif prudentiel applicable aux banques et établissements financiers entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2000 et qui fixe notamment les règles minimales de provisionnement des créances en souffrance.

Ce dispositif précise en particulier que pour les risques privés non garantis par l'État, les provisions sont constituées selon les modalités suivantes :

- pour les risques répondant à la définition de créances impayées ou immobilisées, la constitution de provisions (capital et intérêts) est facultative ;
- pour les risques répondant à la définition de créances douteuses ou litigieuses, les dispositions suivantes doivent être suivies :
 - les risques privés non couverts par des garanties réelles doivent être provisionnés à 100 %, au cours de l'exercice pendant lequel les créances sont déclassées en créances douteuses ou litigieuses ;
 - les risques assortis de garanties réelles : la constitution de provisions est facultative au cours des deux premiers exercices. La provision doit couvrir au moins 50 % du total des risques au cours du troisième exercice et 100 % au cours du quatrième exercice.

Concernant les risques directs sur l'État et ses démembrements ainsi que pour les engagements par signature sur ces mêmes entités, la constitution de provisions est facultative. La notion d'État et de ses démembrements concerne exclusivement :

- l'Administration publique centrale (ministères, services centraux) ;
- le Trésor Public et les Comptables secondaires ;
- les Établissements et Organismes Publics à caractère administratif ou social exerçant des fonctions relevant du gouvernement central (gestion de la dette publique, sécurité sociale...).

Pour les risques garantis par l'État et ses démembrements, il est recommandé aux établissements assujettis, sans obligation de leur part, la constitution progressive de provisions, à hauteur de la créance garantie (capital et intérêts), sur une durée ne pouvant excéder cinq ans, lorsqu'aucune inscription correspondant au risque couvert n'est effectuée dans le budget de l'État. Ces provisions pourront faire l'objet d'une reprise dès qu'une inscription est effectuée au budget de l'État pour couvrir sa garantie.

INTÉRÊTS ET COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges font l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée en application du principe d'indépendance des exercices.

REVENUS DU PORTEFEUILLE DE TITRES

Les revenus des Obligations et Bons du Trésor sont inscrits, en application du prorata temporis au compte de résultat. Les intérêts courus à l'achat sont portés dans un compte de régularisation.

PROVISIONS POUR INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE

Les indemnités payables aux salariés lors de leur départ à la retraite résultant de la législation du travail ou d'accords contractuels font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Selon les dispositions de la nouvelle Convention Collective Bancaire entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, ces indemnités sont déterminées comme suit :

- 13 % du salaire moyen mensuel par semestre de présence pendant les 5 premières années ;
- 18 % du salaire moyen mensuel par semestre de présence entre la 6^e et la 10^e année ;
- 23 % du salaire moyen mensuel par semestre de présence entre la 11^e et la 15^e année ;
- 28 % du salaire moyen mensuel par semestre de présence entre la 16^e et la 20^e année ;
- 33 % du salaire moyen mensuel par semestre de présence au-delà de la 20^e année.

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	34 971	8 488	26 427	21 907
DE 1 MOIS À 3 MOIS	90		50	3 000
DE 3 MOIS À 6 MOIS	258		257	4 769
DE 6 MOIS À 2 ANS	984		683	16 560
DE 2 ANS À 5 ANS			279	
PLUS DE 5 ANS				6 000
TOTAL	36 303	8 488	27 696	52 236

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	46 541	73 175	44 099	68 970
DE 1 MOIS À 3 MOIS	4 220	7 360	8 654	302
DE 3 MOIS À 6 MOIS	5 268	6 129	11 742	1 315
DE 6 MOIS À 2 ANS	16 024	21 108	26 976	9 923
DE 2 ANS À 5 ANS	16 050	13 762	17 757	29 813
PLUS DE 5 ANS	2 231		4 575	
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	4 343		10 668	
TOTAL	94 677	121 534	124 472	110 323

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	16 932	19 248	49 759	33 459
ENTREPRISES PRIVÉES	77 729	97 925	74 685	71 518
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS				
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	16	4 361	28	5 346
TOTAL	94 677	121 534	124 472	110 323

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CRÉANCES DOUTEUSES	2 802	6 306
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 520	2 686
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	1 282	3 713
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	3 061	6 955
CRÉANCES EN SOUFRAUCE NETTES	4 343	10 668

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• BOA-FRANCE	1 020	1 020	9 183	11,11 %
• MICRO CRED	138	138		
SOUS TOTAL	1 158	1 158		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• ACTION GIM UEMOA	15	15		
• CRRH	100	100		
• AISSA SARL	7	7	42	16,67 %
• AGORA S.A.	21	21	5 000	0,42 %
SOUS TOTAL	143	143		
TOTAL PARTICIPATIONS	1 301	1 301		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 301	1 301		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	812	311	70	1 054
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	583	89	2	671
TOTAL NET	229	222	68	383

* En millions de F CFA.

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	3 816	9 570	503	12 883
• IMMOBILISATIONS EN COURS	140	7 431	409	7 162
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	3 348	577	94	3 831
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	68	15		83
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	260	1 547		1 807
AMORTISSEMENTS	1 451	406	10	1 847
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	1 423	400	10	1 813
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	28	6		34
TOTAL NET	2 365	9 164	493	11 036

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DÉBITEURS DIVERS	392	636
VALEURS NON IMPUTÉES	4	3
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	2 121	415
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	935	497
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	25	21
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS	17	23
CRÉANCES RATTACHÉES	724	1 023
TOTAL	4 218	2 618

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	529	552
DETTES RATTACHÉES	913	973
DIVERS	2 234	919
TOTAL	3 676	2 444

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	298	600
PRODUITS À RECEVOIR	603	283
DIVERS	1 045	7 422
TOTAL	1 946	8 305

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES À PAYER	1 592	1 642
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	206	456
DIVERS	594	1 265
TOTAL	2 392	3 363

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES DE RETRAITE	139	146
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		
PERTES ET CHARGES		
TOTAL	139	146

* En millions de F CFA.

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2012*	Affectation du résultat 2012*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2013*
F.R.B.G.				
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 313		750	3 063
RÉSERVES LÉGALES	1 089	355		1 444
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES	1 300	250		1 550
CAPITAL SOCIAL	8 500		1 500	10 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	534	105		638
RÉSULTAT 2012	2 364	-2 364		0
RÉSULTAT 2013			2 650	2 650
TOTAL	16 100	-1 655	4 900	19 345

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2009	0
2010	0
2011	0
2012	0
2013	0
SOIT AU 31/12/2013	0

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL s'élève à 10 000 millions de F CFA.. Il est composé de 1 000 000 de titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	71,7 %
AXA ASSURANCES	6,1 %
UASEN-VIE	5 %
SIDH	5 %
BANK OF AFRICA – BÉNIN	2,1 %
BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE	0,3 %
ACTIONNAIRES PRIVÉS	9,8 %
TOTAL	100,00 %

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS	50 701	60 227
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	11 289	9 567
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	11 289	9 567
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	39 412	50 660
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 558	1 501
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	37 854	49 158
ENGAGEMENTS REÇUS	136 712	203 109
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	0	
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	0	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	136 712	203 109
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	763	1 019
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	135 949	202 090
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	269	194
• À VUE	78	68
• À TERME	191	125
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	8 410	10 594
• CRÉANCES COMMERCIALES	1 241	1 659
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	639	926
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	2 631	3 239
• CRÉDITS À MOYEN TERME	3 720	4 372
• CRÉDITS À LONG TERME	179	398
TOTAL	8 679	10 787

* En millions de F CFA.

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	166	645
• À VUE	166	124
• À TERME		521
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	3 661	3 663
• À VUE	705	690
• À TERME	2 956	2 973
TOTAL	3 827	4 308

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	777	934
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES		
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	777	934
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	26	8
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES		
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	26	8

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 396	1 840
CHARGES SOCIALES	230	312
TOTAL	1 626	2 152

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	631	602
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	12	1
LOYERS	433	472
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	91	136
PRIMES D'ASSURANCE	61	76
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	745	827
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	121	196
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	85	140
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	265	284
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	107	383
JETONS DE PRÉSENCE	69	72
MOINS-VALUES DE CESSIONS		
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	635	497
TOTAL	3 255	3 686

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	414	493
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	414	493
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	414	493

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	293	1 236
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	7	
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27	
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES		28
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-83	-73
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-89	-173
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		
TOTAL	155	1 018

* En millions de F CFA.

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

CATÉGORIES	2012	2013
CADRES EXPATRIÉS	3	3
CADRES LOCAUX	21	30
GRADÉS	80	88
EMPLOYÉS	29	41
PERSONNEL NON BANCAIRE	1	4
PERSONNEL TEMPORAIRE	41	52
TOTAL	175	218

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2012*	2013*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	2 170	4 398
• BILLETS ET MONNAIES	151	156
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	2 019	4 242
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	1 052	17 554
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	1 052	17 552
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		2
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	309	58
• COMPTES ORDINAIRES	309	58

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2013

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	2 650
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2012	638
TOTAL À RÉPARTIR	3 288
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	398
DIVIDENDE (75,8 % DU RÉSULTAT)	2 010
RÉSERVES FACULTATIVES	181
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	700
TOTAL RÉPARTI	3 288

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	4 250	5 000	7 000	8 500	10 000
• NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	425 000	500 000	700 000	850 000	1 000 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	7 926	10 550	16 806	14 691	17 056
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 409	2 636	3 243	4 061	5 378
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	452	626	837	1 129	1 216
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 171	1 647	2 040	2 364	2 650
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 605	4 018	3 437	3 236	4 162
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 755	3 293	2 915	2 781	2 650
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	77	108	112	134	166
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	672	805	994	1 205	1 572
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	92	110	112	119	112

* En millions de F CFA. ** En F CFA.

ADDRESSES / ADDRESSES

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – Immeuble Elan – Route de NGOR, Zone 12, quartier des Almadies – Dakar – SÉNÉGAL
☎ : (221) 33 865 64 67 – 📠 : (221) 33 820 42 83 – Swift : AFRISNDA – @ : <information@boasenegal.com>

CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Zone Industrielle KM 3,5 – Bd du Centenaire de la Commune de Dakar – Dakar – ☎ : (221) 33 859 12 80 / 81 – 📠 : (221) 33 832 50 99 – @ : <mdiack@boasenegal.com>

AGENCES DAKAR / DAKAR BRANCHES

AGENCE CENTRALE

Immeuble Elan – Route de NGOR, Zone 12, quartier des Almadies – Dakar
☎ : (221) 33 865 64 56 – 📠 : (221) 33 820 42 83
@ : <idiallo@boasenegal.com>

AGENCE ÉLITE

Immeuble Elan – Route de NGOR, Zone 12, quartier des Almadies.
☎ : (221) 33 865 64 66 – 📠 : 33 820 42 83
@ : <ksoumare@boasenegal.com>

BLAISE DIAGNE

88, Avenue Blaise Diagne – Dakar
☎ : (221) 33 889 78 00 – 📠 : (221) 33 823 74 57
@ : <adiop@boasenegal.com>

BOURGUIBA

Villa n° 2770 – Avenue Bourguiba – Dakar
☎ : (221) 33 869 07 01 – 📠 : (221) 33 825 52 47
@ : <didiagne@boasenegal.com>

FASS

HLM Fass Pailotte – Immeuble 44 B – Dakar
☎ : (221) 33 889 81 72 – 📠 : (221) 33 842 79 25
@ : <sisamb@boasenegal.com>

GOLF

Golf Sud – Hamo n° K14 – Dakar
☎ : (221) 33 879 39 39 – 📠 : (221) 33 837 08 52
@ : <msarr@boasenegal.com>

GRAND YOFF

129, Avenue Yacinthe Thiandoum – Dakar
☎ : (221) 33 859 47 00 – 📠 : (221) 33 867 73 48
@ : <esow@boasenegal.com>

HANN MARISTE

Scat Urbam – Hann Mariste – Lot R 05 – Dakar
☎ : (221) 33 859 50 01 – 📠 : (221) 33 832 03 71
@ : <nagne@boasenegal.com>

HLM

Lot 283, Rue 9 – Bopp – Dakar
☎ : (221) 33 859 09 30 – 📠 : (221) 33 825 15 59
@ : <mndaw@boasenegal.com>

KEUR MASSAR

Ainoumady – Unité 12 – Dakar
☎ : (221) 33 879 37 62 – 📠 : (221) 33 878 21 57
@ : <apate@boasenegal.com>

LAMINE GUEYE

Avenue Lamine Gueye x Paul Holle – Dakar
☎ : (221) 33 889 43 20 – 📠 : (221) 33 842 89 91
@ : <pdiouf@boasenegal.com>

MERMOZ

Mermoz – Première Porte – Dakar
☎ : (221) 33 869 38 60 / 61
📠 : (221) 33 825 05 54
@ : <amba@boasenegal.com>

NGOR

78, Route de Ngor, face Stade de Ngor – Dakar
☎ : (221) 33 869 89 80 – 📠 : (221) 33 820 49 85
@ : <fkndiaye@boasenegal.com>

PARCELLES ASSAINIES

238, Route des Niayes – Cité Soprim – Dakar
☎ : (221) 33 879 30 20 – 📠 : (221) 33 855 97 16
@ : <bndaw@boasenegal.com>

Point transfert WU : PARCELLES

Parcelles Assainies Unité 13 – Dakar
☎ : (221) 33 835 90 86

PIKINE

Pikine Tally Boumack, villa n° 3966 – Dakar
☎ : (221) 33 879 19 00 / 01
📠 : (221) 33 834 08 62
@ : <gfaye@boasenegal.com>

PIKINE RUE 10

Pikine, Rue 10, n° 84 – Dakar
☎ : (221) 33 879 13 29 – 📠 : (221) 33 854 51 09
@ : <sdiagne@boasenegal.com>

PLACE DE L'INDÉPENDANCE

4, Avenue Léopold Sédar Senghor
☎ : (221) 33 849 62 40 – 📠 : (221) 33 842 16 67
@ : <asarr@boasenegal.com>

THIAROYE

Poste de Thiaroye, face Sonatel – Dakar
☎ : (221) 33 879 12 40 – 📠 : (221) 33 834 53 10
@ : <mbarry@boasenegal.com>

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

KAOLACK

Lot n°78 Léona – Kaolack
☎ : (221) 33 938 40 16 – 📠 : (221) 33 942 20 57
@ : <ydiaye@boasenegal.com>

MBOUR

Escalé, vers Quai de pêche – Mbour
☎ : (221) 33 939 70 81 – 📠 : (221) 33 957 33 23
@ : <jdasylva@boasenegal.com>

OUROSSOGUI

Quartier moderne, face Route Nationale – Ourossogui
☎ : (221) 33 938 29 39 – 📠 : (221) 33 966 14 57
@ : <bguisse@boasenegal.com>

SALY PORTUDAL

UAT SUD, croisement Hotel Savana – Avenue Malick Ndiaye – Saly Portudal
☎ : (221) 33 939 71 10 – 📠 : (221) 33 957 11 21
@ : <wthiam@boasenegal.com>

SEBIKOTANE

Route Nationale Sébikotane – Sébikotane
☎ : (221) 33 879 39 29 – 📠 : (221) 33 836 70 06
@ : <fndiaye@boasenegal.com>

THIES

111, Avenue Général de Gaulle – Thiès
☎ : (221) 33 939 45 70 – 📠 : (221) 33 951 05 25
@ : <aldiop@boasenegal.com>

THIES SATELLITE

Rue Feu Amadou Barro – Thiès
☎ : (221) 33 939 77 90
@ : <rmdecky@boasenegal.com>

TAMBACOUNDA

Quartier Plateau – Tambacounda
☎ : (221) 33 939 81 61 – 📠 : (221) 33 981 09 08
@ : <chsagna@boasenegal.com>

TOUBA

Quartier Madyana, angle Route Ndiouga Kébé – Touba
☎ : (221) 33 939 19 20 / 21
📠 : (221) 33 974 10 41
@ : <msidibe@boasenegal.com>

Point transfert WU : TOUBA

Marché Ocass – TOUBA
☎ : (221) 33 978 35 47

ZIGUINCHOR

Rond Point Jean Paul 2 – Santhiaba – Ziguinchor
☎ : (221) 33 938 83 30 – 📠 : (221) 33 992 50 25
@ : <adibo@boasenegal.com>